



COP 29

Le Congo appelle à réduire le fardeau de la dette climatique

Le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, a déploré hier, du haut de la tribune de la COP 29 qui se tient à Bakou en Azerbaïdjan, le fait que les financements mobilisés depuis 2015 ne soient pas à la hauteur des attentes des pays à faible émission de gaz à effet de serre. « *Le nouvel objectif collectif quantifié pour le financement climatique devra s'appuyer sur des données scientifiques qui tiennent compte de l'impact et des besoins des pays en développement pour y faire face. On sait que ces besoins s'élèvent désormais à plus de 1000 milliards de dollars* », a-t-il déclaré, soulignant que cet objectif doit permettre aux pays de réduire le fardeau de la dette plutôt que de l'aggraver.

Page 16



Les présidents d'Azerbaïdjan, du Congo et le secrétaire général de l'Onu à Bakou

PÉNURIE DE CARBURANT

Les pompistes créent la surenchère



Un « Kadhafi » livrant du carburant

Brazzaville, capitale du Congo, vit depuis quelque temps une pénurie de car-

burant qui laisse interrogateurs les automobilistes souvent obligés de passer des heures, parfois même des nuits dans les stations-service pour espérer s'approvisionner.

Bien que des camions citernes procèdent à des livraisons dans certaines stations-service, les longues files d'attente ne désemplissent guère. Au regard des enquêtes menées sur le terrain, il ressort que cette pénurie relève en partie des pompistes de mèche avec les « Kadhafi » (vendeurs illégaux) qui revendent le bidon de 25 litres à 25 000 voire plus au lieu de 19 500 FCFA à la pompe.

Page 3

CABINET PRÉSIDENTIEL

Rodrigue Malanda a pris ses fonctions

Nommé par décret présidentiel le 11 novembre, le nouveau conseiller et chef du département politique du président de la République, Rodrigue Malanda Samba, ancien conseiller qui succède à Juste Désiré Mondelé, a officiellement pris ses fonctions hier en présence du secrétaire général de la Présidence, Stevie Péa Ondongo.

Page 2



ECHANGES COMMERCIAUX

Des entrepreneurs s'imprègnent des opportunités de l'AGOA



La ministre Jacqueline Lydia Mikolo et l'ambassadeur Eugene Young/Adiac

Une cinquantaine d'acteurs des secteurs privés et publics participe, du 12 au 13 novembre, à Brazzaville à un atelier de formation en vue de saisir les opportunités d'exportation des produits nationaux vers les Etats-Unis à travers la loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA).

Organisée par l'agence des Etats-Unis pour le développement international en partenariat avec l'ambassade des Etats-Unis et le ministère du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation, cette for-

mation vise à doter les petites et moyennes entreprises congolaises des connaissances nécessaires pour tirer profit de cette loi et les accompagner dans la conformité aux exigences du marché américain.

Page 3

Éditorial

Étudiant-entrepreneur

Page 2

ÉDITORIAL

Étudiant-entrepreneur

Le statut national d'étudiant-entrepreneur, en vigueur au Congo depuis plusieurs mois, est au cœur de la "Semaine mondiale de l'entrepreneuriat" que le pays célèbre comme bien d'autres à travers le monde, du 11 au 16 novembre, sous l'égide du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique.

Une occasion pour les étudiants de découvrir, entre autres, les différentes structures de l'écosystème entrepreneurial local qui accompagnent les porteurs d'idées et de projets de création d'entreprises. Ces organismes mettent à leur disposition des outils pour mieux faire valoir le statut qui leur permettra de s'impliquer activement dans le processus de création d'emplois et de richesse et de s'inscrire par là même dans un processus de lutte contre le chômage.

A dire vrai, n'est pas étudiant-entrepreneur qui veut. Ce titre est, en effet, octroyé à tout étudiant régulièrement inscrit dans un établissement post-bac qui en fait la demande et remplit des critères bien définis : présenter un projet de création d'entreprise qu'il souhaite développer parallèlement à ses études ; se trouver en phase de démarrage d'une entreprise et justifier de son statut de fondateur ou dirigeant ; être inscrit dans une formation complémentaire en entrepreneuriat.

Comme le reconnaissent les pouvoirs publics, la transformation de l'enseignement supérieur est un impératif si l'on veut garantir le succès de l'initiative visant à faire qu'un étudiant se lance dans l'entrepreneuriat parallèlement à ses études. Les programmes de formation devraient donc favoriser l'esprit entrepreneurial et accompagner les jeunes dans cette initiative car, nul ne l'ignore, le fonctionariat ne peut pas à lui seul résorber le problème du chômage.

Les Dépêches de Brazzaville

DÉPARTEMENT POLITIQUE DU CHEF DE L'ÉTAT

Juste Désiré Mondelé passe le témoin à Rodrigue Malanda-Samba

La cérémonie de passation des consignes entre le conseiller, chef du département politique du président de la République sortant, Juste Désiré Mondelé, et l'entrant Rodrigue Malanda-Samba, s'est déroulée le 12 novembre au Palais du peuple, en présence du secrétaire général de la Présidence de la République, Stevie Péa Ondongo.

Conseiller au cabinet du chef de l'Etat depuis sept ans, Rodrigue Malanda-Samba s'occupera désormais du département politique. Il succède à ce poste à l'actuel ministre délégué chargé de la Décentralisation et du Développement local, Juste Désiré Mondelé, qui y a passé huit ans. Interrogé par la presse après avoir pris ses nouvelles fonctions, le nouveau promu a placé son mandat sous le signe de la continuité d'autant plus qu'il assurait l'intérim de son prédécesseur depuis deux ans.

« Je suis conseiller du président de la République depuis sept ans. Pour moi, ce n'est qu'un renouvellement de la confiance à mon endroit. Mon ancien collègue et ministre aujourd'hui a été ici pendant huit ans, donc je crois que j'ai toute la compétence nécessaire pour conduire ce département sans difficulté », a déclaré Rodrigue Malanda-Samba, remerciant également le ministre d'Etat, directeur de cabinet pour son encadrement au quotidien pour l'atteinte des objectifs escomptés.

Présentant à son successeur les dossiers traités et en cours de traitement, ainsi que la situation du personnel et le matériel, Juste Désiré Mondelé a félicité Rodrigue Malanda-Samba avec qui ils ont l'habitude de travailler ensemble. « Je suis plutôt un homme très heureux ce matin, parce que je connais personnellement le conseiller, chef du département politique, nous avons eu l'habitude de travailler parce qu'en réalité il traitait déjà les dossiers de ce département. C'est un témoin qui vient



Rodrigue Malanda-Samba et Juste Désiré Mondelé après la passation de consignes/Adiac

simplement d'être transmis à un athlète de haut niveau et qui saura donc continuer la course », a reconnu le désormais ancien conseiller du président de la République, chef du département politique.

Parlementaire comme Rodrigue Malanda-Samba, Juste Désiré Mondelé pense qu'ils sont tous les hommes de terrain. Selon lui, son successeur hérite d'un département transversal qui a, entre autres missions, de faire de bonnes propositions au chef de l'Etat concernant les problèmes de la population. « C'est aussi un homme du peuple, un homme disponible qui est à l'écoute, je pense qu'il n'y a aucune inquiétude, la tâche est ardue, cher Rodrigue, mais elle est toute aussi exaltante parce qu'elle permet, en effet, de rencontrer les citoyens au quotidien, d'être en contact au quotidien avec les problématiques de notre société, mais aussi d'essayer de trouver des solutions parce qu'il faut apporter la bonne approche, il faut la suggérer,

c'est ce qu'il fait déjà », a poursuivi le ministre délégué.

Il a, par ailleurs, remercié le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, qui lui a mis le pied à l'étrier de la Présidence de la République, il y a huit ans. Il s'est ensuite félicité de la convivialité et de l'esprit d'équipe qui ont toujours animé le cabinet du chef de l'Etat. « Toute ma satisfaction aussi de voir que huit ans durant, nous avons été à la bonne école, à la grande école, à la belle académie de la Présidence de la République. C'est un sentiment vraiment de satisfaction, un sentiment de responsabilité puisque nous avons entre-temps eu une autre mission que nous tenons à faire avec tout l'engagement possible, avec abnégation, avec l'esprit d'excellence, de ponctualité dans l'action, de générosité, mais aussi et surtout de bons résultats », a conclu le ministre délégué chargé de la Décentralisation et du Développement local.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistent à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

PÉNURIE DE CARBURANT

Le marché noir a fait bondir les prix

Le Congo vit au rythme de pénurie de carburant à la pompe depuis plusieurs mois. Mais sur les trottoirs, notamment à Brazzaville, les vendeurs informels appelés « Kadhafi » proposent le litre d'essence entre 1300 et 2000 F CFA, contre 775 F CFA à la station-service.

La vente du carburant sur le marché noir est devenue la norme depuis quelque temps, autour des stations-service, sur les artères et dans les quartiers. Les longues files d'attente formées devant les stations-service obligent certains chauffeurs de taxis et bus, y compris les motos-taxis, à se tourner vers les vendeurs informels. Ce commerce rentable attire de plus en plus de visages féminins qui s'illustrent aux côtés de groupes d'hommes.

D'après de nombreux témoignages, le carburant vendu sur le marché noir est en partie importé de Kinshasa. Ces produits de contrebande seraient de moins bonne qualité que ceux vendus dans les stations-service. Ces commer-

cants s'approvisionnent en RD Congo, dans des circuits non maîtrisés, avant de venir les mettre sur le marché local. « Je viens d'acheter 4 litres à 5200 F CFA, soit 1300 F CFA/litre. Ces Kadhafi nous aident faute de carburant à la pompe », a témoigné Stevy à bord de sa voiture personnelle.

Les pompistes sont également pointés du doigt pour avoir alimenté le marché noir, en étant de mèche avec les Kadhafi. Ils préfèrent livrer à ces trafiquants en échange de 2000 à 3000 FCFA sur chaque bidon de 25 litres, au grand dam des automobilistes. Ce trafic illicite se déroule souvent les soirs, déplorent les conducteurs visiblement désabusés par les pompistes véreux.

Signalons que la pénurie persistante de carburant à la pompe a entraîné la crise de transport en commun dans la capitale Brazzaville. Les arrêts de bus sont bondés de monde, surtout aux heures de pointe, attendant impatiemment de trouver un moyen de transport. Le phénomène de demi-terrain longtemps décrit par les usagers des bus reprend de plus belle, tandis que les chauffeurs de taxis spéculent sur les courses. Depuis la suppression des subventions au carburant, les prix à la pompe ont augmenté de plus de 25%. Le prix du super carburant est passé de 625 à 775 FCFA le litre, alors que le gasoil est vendu à 625 F contre 500F auparavant.

Fiacre Kombo



Un Kadhafi livrant du carburant trafiqué/Adiac

AGOA

Les entreprises congolaises explorent les opportunités d'exportation vers les Etats-Unis

Cinquante acteurs des secteurs privé et public prennent part, les 12 et 13 novembre à Brazzaville, à un atelier de formation axé sur les opportunités d'exportation des produits vers les Etats-Unis d'Amérique, à travers la loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (Agoa). L'objectif est de doter les petites et moyennes entreprises (PME) congolaises des connaissances nécessaires pour tirer profit de cette loi et les accompagner dans la conformité aux exigences du marché américain.

Organisé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid) à travers le projet Ceerc en partenariat avec le ministère du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation, ainsi que l'ambassade des États-Unis, l'atelier de deux jours permettra aux acteurs étatiques de faire le point sur les mesures à mettre en œuvre pour accompagner les entreprises. Il devrait, entre autres, contribuer à la diversification économique du Congo, à la création d'emplois et à l'amélioration de la compétitivité internationale ainsi qu'à stimuler la croissance économique et l'intégration des entreprises congolaises dans le marché américain.

« Les coopératives agricoles et les PME avec lesquelles le projet Ceerc, financé par le gouvernement américain, font preuve de technicité et d'innovation... Ledit projet, en partenariat avec le ministère du Commerce, a pensé qu'il serait intéressant de sortir de la partie informelle afin d'ouvrir des possibilités aux produits congolais très appréciés et consommés à un marché qui les recherche », a fait savoir la cheffe du projet Ceerc, Sabine Jiekak.

Adoptée en 2000 par le gouvernement américain, l'Agoa vise à



Une vue des participants/Adiac

accroître les échanges commerciaux et les investissements entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne. Elle permet aux pays éligibles, notamment le Congo, d'exporter vers les États-Unis sans droits de douane, offrant un accès privilégié à ce vaste marché. L'Agoa favorise également la diversification économique, la création d'emplois et le développement des pratiques commerciales durables. Dans son mot de circonstance, Eugene Young, ambassadeur des États-Unis au Congo, a signifié que dans ce pays, les États-Unis voient un énorme potentiel de diversification économique dans des domaines tels que l'écotourisme, l'économie, l'agriculture. Des secteurs, a-t-il dit, prêts à prospérer

dans le cadre du partenariat avec l'Agoa. A en croire son propos, au cours des trois dernières années, le gouvernement américain a soutenu trente-quatre PME congolaises. Au total, 645 Congolais ont bénéficié d'une assistance financière directe des États-Unis, pour un montant de plus de sept cent mille dollars, soit environ quatre-cent soixante millions de FCFA. Des chiffres qui, pour l'ambassadeur, continueront d'augmenter au cours des deux prochaines années car le gouvernement américain a prolongé de deux ans son accord de subvention pour l'objectif de développement tout en l'alignant sur le plan national de développement du Congo jusqu'en 2026.

« Durant les deux prochains

jours, je sais que vous travaillerez afin de maximiser les avantages offerts par le partenariat de l'Agoa. Notre objectif commun est clair : créer davantage d'opportunités économiques et de prospérité pour nos deux nations. En élargissant l'accès en franchise de droits de douane pour le marché américain et en établissant des liens commerciaux solides entre les entreprises congolaises et américaines », a déclaré l'ambassadeur des États-Unis au Congo.

Ouvrant les travaux, la ministre des PME et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo, a rappelé qu'éligible à l'exportation de ses produits sur le marché américain, le Congo s'est doté d'une stratégie nationale

Agoa pour la période 2021-2025, approuvée par le gouvernement et ratifiée par le Parlement. Cette stratégie a pour objectif d'impacter positivement la compétitivité des entreprises congolaises pour la conquête des parts significatives sur le marché américain.

« Le présent atelier visant à renforcer les capacités productives et compétitives des opérateurs congolais marque une étape importante dans nos relations avec les États-Unis d'Amérique. Il vient, en effet, consolider les liens d'amitié, de coopération économique et commerciale entre la République du Congo et les États-Unis d'Amérique, et renforcer notre coopération dans le cadre de l'Agoa... Les capacités commerciales renforcées selon les normes Agoa constituent un tremplin pour les entreprises congolaises vers le marché américain », a affirmé la ministre Jacqueline Lydia Mikolo.

Gloria Imelda Lossele

* (Ceerc: projet de promotion des petites et moyennes entreprises pour l'amélioration du bien-être social pour réduire la surexploitation des animaux sauvages et la destruction des forêts au Congo).

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

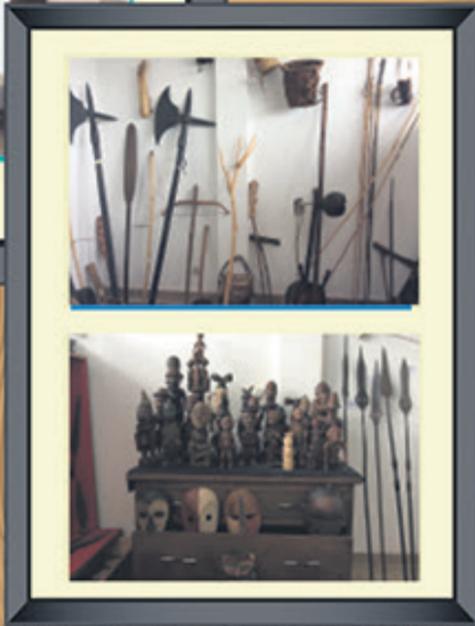
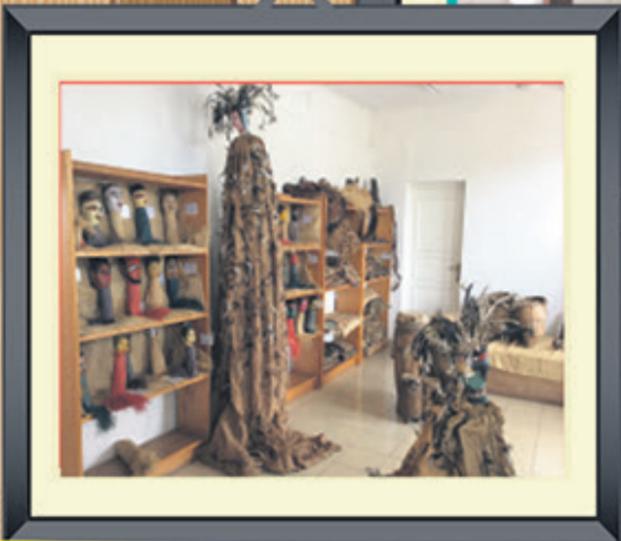
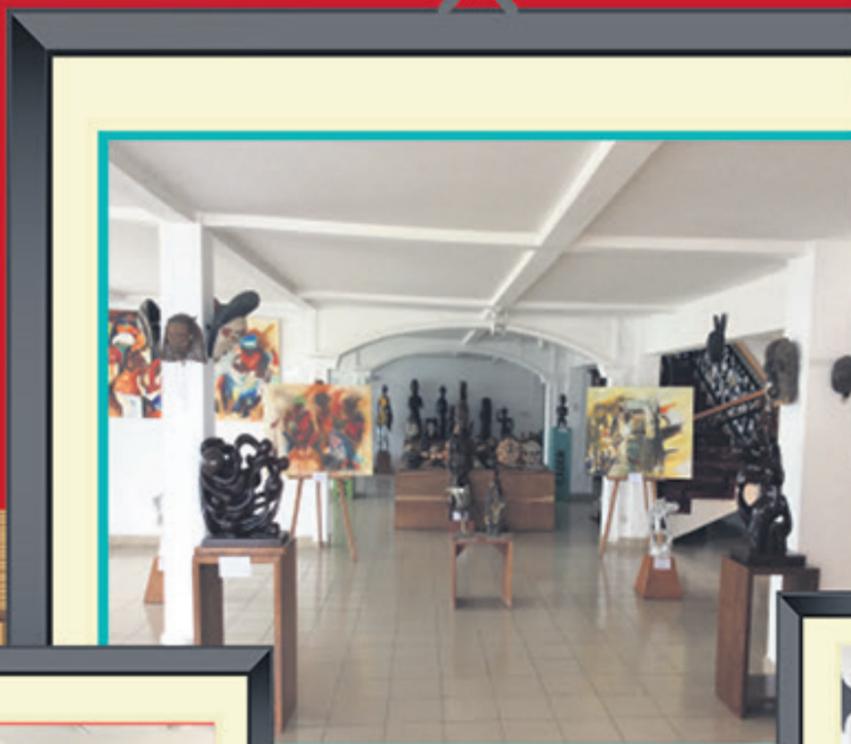
MUSIQUE

Musée Congo

du Bassin du Congo

galerie CONGO

ARTS ET EXPRESSIONS



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Renforcement de partenariat entre universités canadiennes et congolaises

Au cours de tout le mois de novembre, en tant que professeur associé à l'Université de Laval et directeur de l'Institut de formation aux métiers de la ville, Brice Arsène Mankou sera l'hôte des universités canadiennes.

Dès l'entame de son séjour de travail au Canada il y a bientôt deux semaines, le Franco-Congolais, Brice Arsène Mankou, avait confirmé la tenue d'une série de conférences à donner au Canada. La première d'entre elles, c'est celle avec les étudiants de l'École nationale d'administration publique du Québec intitulée « L'administration en Afrique face aux défis de la digitalisation ».

Par la suite, viendra celle à donner au Centre de recherche en éthique de l'Université de Montréal en appui du dernier livre d'Alain Mabanckou « Cette femme qui nous regarde / Angela Davis, l'Amérique et moi » (Robert Laffont, 2024), suivie d'un entretien avec l'auteur.

Entre deux programmations, Brice Arsène Mankou



Séance de travail

a été reçu par la directrice de l'Équipe de recherche sur l'immigration au Québec et ailleurs, Catherine Xhardez, professeure en Sciences politiques et directrice de cette institution. Ensemble, les deux personnalités ont évoqué les multiples possibilités de collaboration scientifiques et ont exprimé leurs inquiétudes suscitées quant aux politiques migratoires à la suite de la réélection de Donald Trump.

Il est prévu également une réception, le 18 novembre, par le Pr Christian Agbobl, vice-recteur à la recherche, à la création et à la diffusion de l'université de Québec, à Montréal.

Trois jours plus tard, ce sera une conférence le 21 novembre à 14h à l'adresse des membres de l'association Promis sur le thème « Le vivre-ensemble en contexte migration au Canada : quel modèle québécois ? ». L'association

Promis est un organisme communautaire qui a pour mission de faciliter l'intégration des personnes immigrantes et réfugiées afin qu'elles puissent participer pleinement au développement de la société québécoise.

Après s'en suivra celle donnée le 28 novembre à l'Université Saint-Paul d'Ottawa sur le thème « Loi asile immigration en France : quels enjeux éthiques après sa promulgation ».

Entre deux conférences au

Canada, en sa qualité de vice-président en charge des relations internationales au Centre de valorisation professionnelle de Tunis et à l'École supérieure de commerce d'Afrique de l'Ouest d'Abidjan, il s'est rendu à Abidjan, en Côte d'Ivoire, pour présider la cérémonie de collation de grades de docteurs honoris causa attribués à plusieurs personnalités d'Afrique, d'Europe et d'Amérique. Après l'intermède en Côte d'Ivoire, de retour au Canada avant de regagner Paris, en marge de son séjour d'enseignement et de recherche, Brice Arsène Mankou sera reçu par Apollinaire Aya, ambassadeur de la République du Congo au Canada, pour une restitution de sa mission d'études.

Marie Alfred Ngoma

CONSTRUIRE LES VILLES DE DEMAIN

Deuxième édition de la Conférence internationale «Urban Thinkers Campus» à Château-Thierry

Après une première édition prometteuse, la Conférence internationale Urban Thinkers Campus 9.0 revient cette année avec un programme enrichi et des intervenants prestigieux pour imaginer et construire des villes durables et résilientes.

Les 23 et 24 novembre, Château-Thierry, en France, accueillera la deuxième édition de la Conférence internationale «Urban Thinkers Campus» organisée par la Fondation Eboko, en collaboration avec la ville hôte. Sur le thème «Bâtir des éco-villes durables : une plateforme de coopération entre les villes africaines et françaises pour un avenir urbain durable», cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la promotion de la coopération entre villes africaines et françaises pour un avenir urbain respectueux de l'environnement.

Dès la première journée, après les mots d'usage de Vanessa Mavila, présidente de la Fondation Eboko, et de Sébastien Eugène, maire de Château-Thierry,

experts, élus et représentants d'organisations internationales entameront les travaux à la Maison de l'amitié France-Amérique ; une occasion de partager leurs visions et solutions autour des grands défis urbains : accès à l'eau, énergies renouvelables, agriculture urbaine, construction durable, et résilience face au changement climatique. En rapport avec la République du Congo, un panel intitulé "Lutter contre l'érosion et renforcer la résilience urbaine". Il abordera les défis liés à l'érosion, en particulier sur des sites vulnérables tels que celui de la baie de Loango. Les intervenants présenteront des solutions et stratégies pour renforcer la résilience urbaine face aux catastrophes

naturelles et au changement climatique, avec un focus sur la préservation du patrimoine naturel et la sécurité de la population locale.

Pour les organisateurs, la Conférence internationale «Urban Thinkers Campus» est bien plus qu'une simple conférence. Ils expliquent qu'il s'agit d'une opportunité pour les décideurs, les acteurs locaux, les entrepreneurs et le grand public d'échanger sur des solutions concrètes pour bâtir des villes durables. Celle-ci offre également une plateforme unique pour dialoguer avec des financeurs potentiels et des partenaires de coopération, renforçant ainsi les synergies entre les villes du Nord et du Sud.

M.A.N.

MALI

La mission de l'ONU achève son retrait en mi-novembre

La Mission de stabilisation de l'Organisation des Nations unies (ONU) au Mali, chassée en 2023 par le pouvoir, aura complètement quitté le pays le 15 novembre au terme du processus dit de «liquidation», a indiqué le Conseil des ministres.

La Mission de l'ONU a clos fin décembre 2023 un engagement de dix ans commencé en 2013 face à la propagation du djihadisme qui menaçait la stabilité au Mali fragile. L'arrêt de ses activités a été suivi de plusieurs mois de «liquidation» consistant à remettre aux autorités nationales ou évacuer les derniers équipements, et mettre fin aux contrats existants. «Cette phase prend fin le 15 novembre 2024 avec la rétrocession du camp de Bamako et le rapatriement de l'ensemble du personnel international civil, des contingents et des équipements, consacrant ainsi le retrait définitif de la Minusma», a dit le Conseil des ministres dans un communiqué.

La mission comptait environ 15 000 soldats et policiers venus de dizaines de pays. Sa présence était devenue intenable après l'avènement des militaires en 2020. A la demande pressante du gouvernement militaire, le Conseil de sécurité de l'ONU a mis fin à son mandat. Le retrait est l'un des multiples actes de rupture accomplis par le régime militaire, rompant la vieille alliance avec l'ancienne puissance dominante française et s'est tourné militairement et politiquement vers la Russie, et dénonçant un accord signé en 2015 avec les indépendantistes du Nord, dont la Mission de stabilisation de l'ONU au Mali (Minusma) devait appuyer la mise en oeuvre.

Les hostilités ont repris entre séparatistes et armée, et la Minusma a désengagé ses Casques bleus face à cette escalade militaire. Plus de 180 membres de la Minusma ont été tués dans des attaques essentiellement imputées aux groupes jihadistes affiliés à Al-Qaïda et à l'organisation Etat islamique, ce qui en fait la mission de l'ONU la plus durement touchée ces dernières années.

Noël Ndong

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DES INFRASTRUCTURES
ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER

DELEGATION GÉNÉRALE AUX GRANDS TRAVAUX

CELLULE D'EXECUTION DES PROJETS EN PARTENARIAT MULTILATÉRAL

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité - Travail - Progrès

COMMUNIQUE

AVIS D'ANNULATION DE LA PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N° 2024-001/MATIER/DGGT-CEP DU 12 JUILLET 2024

Le Coordonnateur du « Projet d'aménagement et de bitumage de la route Ndendé – Doussala – Dolisie – section Dolisie – Kibangou sur le corridor Libreville – Brazzaville » porte à la connaissance des soumissionnaires à l'Appel d'Offres National N° 2024-001/MATIER/DGGT-CEP du 12 juillet 2024, relatif aux « Travaux d'ouverture et d'aménagement des pistes Batsengui – Ivarou (6 km) et Mbengui – Longana (16 km) », dont l'ouverture des plis a eu lieu le 27 août 2024, que ledit appel d'offres est annulé.

Fait à Brazzaville, le

Le Coordonnateur,

BATOUNGUIDIO.-



**ABONNEZ VOUS
GRATUITEMENT**

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ
LE QR CODE

AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES
DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

**ADIAC
NEWSLETTER**

L'information du Congo
et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir
la newsletter et restez informé des
principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

AFRIQUE

La population d'éléphants a chuté de plus de 70% au cours des 50 dernières années

Les populations d'éléphants de savane et de forêt ont toutes les deux accusé une forte baisse au cours du demi-siècle écoulé dans la région d'Afrique subsaharienne, selon un rapport de recherche publié lundi soir dans la capitale kényane Nairobi.

Publié par les comptes-rendus de l'Académie nationale des sciences, ce rapport a été produit par deux groupes de conservation, Save the Elephants et la Wildlife Conservation Society.

L'étude a analysé des centaines de relevés de population sur 475 sites répartis dans 37 pays africains entre 1964 et 2016, en se concentrant sur les dynamiques de population des éléphants dans leurs habitats naturels.

Parmi les principaux constats, on peut citer la chute moyenne de 90% de la population d'éléphants de forêt, une diminution de 70% de la population

d'éléphants de savane et une baisse moyenne combinée de 77% des populations des deux espèces sur le continent.

George Wittemyer, auteur principal et expert des éléphants du groupe Save the Elephants, a indiqué que l'étude avait contribué à identifier les régions où le nombre de ces mammifères terrestres emblématiques a augmenté et où les efforts de conservation

ont porté leurs fruits.

«Nous devons développer et mettre en œuvre un portefeuille de solutions efficaces pour relever les divers défis auxquels les éléphants sont confrontés en Afrique», a préconisé M. Wittemyer.

D'après l'étude, les tendances des populations d'éléphants varient beaucoup d'une région à l'autre du continent. Ainsi, certaines populations ont

complètement disparu tandis que d'autres ont enregistré une forte croissance.

La population d'éléphants de savane a connu une hausse moyenne de 42% en Afrique australe alors que seuls 10% des populations étudiées en Afrique de l'Est ont affiché une progression. Au contraire, les savanes du nord du continent n'ont connu aucune hausse de leur population et

de nombreux troupeaux d'éléphants se sont éteints. Ces tendances mettent en lumière les graves menaces auxquels sont confrontés ces mammifères terrestres, notamment le braconnage, la perte de leur habitat et les aléas liés au climat.

Fiona «Boo» Maisels, spécialiste de la conservation à la Wildlife Conservation Society et autrice contributrice de l'étude, a déclaré que si les éléphants d'Afrique étaient bien protégés et leur population gérée, ils pourraient toujours s'épanouir dans leurs habitats naturels en dépit des multiples menaces qui pèsent sur eux.

«Nous devons développer et mettre en œuvre un portefeuille de solutions efficaces pour relever les divers défis auxquels les éléphants sont confrontés en Afrique»

CÔTE D'IVOIRE

Huit mosquées officiellement inscrites au patrimoine mondial de l'Unesco

Huit mosquées de style soudanais situées dans le nord de la Côte d'Ivoire ont obtenu leur certificat d'inscription au patrimoine mondial de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), a-t-on appris lundi de l'agence onusienne.

Selon un communiqué de l'Unesco, la cérémonie de remise des certificats s'est déroulée samedi à Kong (582 km d'Abidjan), en présence des autorités administratives, politiques, traditionnelles et religieuses locales ainsi que des communautés des huit mosquées inscrites au patrimoine mondial de l'Unesco.

«Cette cérémonie de remise du certificat s'inscrit dans une démarche de promotion et de valorisation de ces joyaux architecturaux, en impliquant activement les communautés détentrices», a indiqué le communiqué, soulignant que les huit mosquées ont été choisies parmi 20 propositions. Les 12 autres lieux de culte n'ont pas été retenus en raison de leur mauvais état de conservation, a précisé le communiqué.

Construites en terre, dotées de contreforts verticaux et de charpentes en saillie, les mosquées de style soudanais présentent une architecture unique, héritée de la tradition soudanaise et adaptée aux conditions climatiques de la savane ouest-africaine.

«Leur inscription au patrimoine mondial met en lumière la richesse de l'histoire précoloniale ivoirienne et l'importance de ces trésors culturels, en particulier Kong, qui fut un centre de diffusion de l'islam et un carrefour commercial dès le XVIIe siècle», a souligné le communiqué, ajoutant que ces édifices témoignent de l'histoire du commerce transsaharien et de l'expansion de l'islam en Afrique de l'Ouest, «marquant harmonieusement les influences arabo-berbères et les traditions locales».

BURKINA FASO

La BAD dit s'engager à soutenir le pays dans sa démarche de développement durable

La Banque africaine de développement (BAD) est pleinement engagée à soutenir le Burkina Faso dans sa démarche de développement durable, a assuré lundi à Ouagadougou Désiré Guedon, un responsable de l'institution financière continentale, a-t-on appris de source officielle.

Cet administrateur représentant le Burkina Faso au conseil d'administration de la BAD a expliqué à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre burkinabè, Apollinaire Joachimson Kyélem de Tambèla, que les projets de son institution au Burkina Faso avançaient

positivement.

«J'ai beaucoup de fierté et d'enthousiasme de pouvoir dire au Premier ministre que les projets en cours se déroulent très bien. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour laquelle je souhaiterais qu'ils soient vraiment appuyés», a-t-il dit.

Le Premier ministre burkinabè a réaffirmé dans un communiqué la détermination de son gouvernement à bâtir un Burkina Faso fort, malgré les défis, et appelé à un engagement accru de la BAD dans la concrétisation des projets de développement.

Au Burkina Faso, les projets de la BAD sont axés sur le renforcement des infrastructures durables et un soutien aux chaînes de valeurs agricoles.

SÉNÉGAL

L'UEMOA évalue ses réformes, projets et programmes

Une réunion d'évaluation annuelle des réformes, politiques, projets et programmes menés au Sénégal par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) s'est ouverte lundi à Dakar, au Sénégal.

«L'exercice de la revue qui nous réunit ce matin s'inscrit dans le processus d'identification des facteurs susceptibles d'entraver les efforts communautaires», a déclaré à l'ouverture des travaux le représentant de l'UEMOA au Sénégal, Amadou Tchambou.

Pendant trois jours, des experts de l'UEMOA et des représentants du Sénégal vont examiner des textes réglementaires, des projets et

des programmes communautaires, et expliquer l'institution financière dans un dossier remis à la presse.

La revue réalisée en 2023 a permis de noter des avancées significatives en matière de transposition et d'application des réformes communautaires au Sénégal. «Les performances enregistrées par le Sénégal en 2023 révèlent un taux moyen de mise en œuvre des réformes de 77,53

%», indique un document de la Commission de l'UEMOA.

Cette revue annuelle, qui se tient dans chacun des huit pays membres de l'organisation, a été instituée en octobre 2013. Elle permet d'accélérer la mise en œuvre des réformes, politiques, projets et programmes communautaires au sein des pays membres et d'approfondir l'intégration régionale.



République du Congo



Banque Congolaise de l'Habitat



Groupe de la Banque Africaine de Développement

AVIS GENERAL DE PASSATION DE MARCHES

REPUBLIQUE DU CONGO MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES UNITE DE GESTION DU PROJET (UGP-BCH)

PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA BANQUE CONGOLAISE DE L'HABITAT ET LA REFORME DU SECTEUR DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT EN REPUBLIQUE DU CONGO

N° d'identification du projet : P-CG-H00-003

Référence de l'Accord du financement : 5500155015101

La République du Congo a reçu du Fonds Africain de Développement (FAD) un Don du Fonds d'Assistance Technique pour les pays à revenu intermédiaire (FAT-PRI) administré par le Groupe de la Banque Africaine de Développement en vue du financement du projet d'appui institutionnel pour le renforcement des capacités de la Banque Congolaise de l'habitat et la réforme du secteur de l'urbanisme et de l'habitat en République du Congo.

L'objectif global est de soutenir le projet d'appui à la modernisation de la Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) en République du Congo à travers l'élaboration d'études de faisabilité technique, financière, économique, climatique, environnementale, sociale et genre sensible seront menées avant la mise en œuvre du Projet d'appui à la modernisation de la BCH. De manière spécifique, l'assistance technique (i) l'amélioration de la qualité à l'entrée des opérations de la Banque en soutien à la mise en place d'un projet d'appui à la stratégie de développement et à la modernisation de la Banque congolaise de l'Habitat et la mise en place une ligne de crédit de 50 milliards de FCFA au profit de la BCH pour le financement du logement et de l'urbanisation et; (ii) (ii) la mise en place d'une politique de viabilisation des sites devant faire l'objet de construction de logements sociaux.

Le projet s'articule autour de trois (03) composantes suivantes :

Composante 1 : Appui au redressement et à la relance de la BCH : de genre (politique et système) en conformité avec les exigences nationales et celles des bailleurs de fonds.

-Appui technique à la définition d'un cadre de modernisation et schéma directeur du système d'information et de gestion de la BCH.

-Elaboration du plan stratégique de développement assorti d'un Plan opérationnel, d'un plan de développement organisationnel et d'un contrat de performance (CP).

Composante 2 : Appui complémentaire à la réforme du secteur de l'urbanisme et de l'habitat

-Réalisation d'un bilan diagnostic (état des lieux) dans le cadre de l'élaboration de la politique sectorielle de la construction, de l'habitat et du développement urbain.

Composante 3 : Gestion et coordination du projet.

-Suivi des différentes interventions dans le cadre de la mise en place de la stratégie de développement et de modernisation de la BCH

-Réalisation de l'évaluation à mi-parcours du projet

Tous les biens, services autres que les services de consultants et les services de consultants néces-

saires à la réalisation du projet et devant être financés sur les ressources du Don, seront acquis conformément aux dispositions énoncées dans le Cadre de passation des marchés et au plan de Passation de marchés du donataire préparés pour le projet, présenté dans l'Accord de financement, tel que modifié périodiquement.

De manière spécifique, les acquisitions seront effectuées suivant les modalités ci-après :

Description	Mode d'acquisitions
Services de Consultants (Suivant le cadre de passation des marchés de la Banque)	
Assistance à la BCH	LR/SBQC
Spécialiste SGES - BCH	CI
Evaluation mi et fin de parcours du projet	CI
Assistance au Gouvernement	CI
Audit état financiers (Cours des Comptes)	ED
Autres consultants	CI
Divers / Fonctionnement (Manuel de procédures de la BCH)	
Fonctionnement	Manuel de Procédures (MDP)

Les Avis à Manifestations d'Intérêt (AMI) devraient être disponibles en Novembre 2024.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires et devraient confirmer leur intention, à l'adresse suivante :

Banque Congolaise de l'Habitat

Unité de Gestion du Projet

Sise : Siège de la Banque Congolaise de l'Habitat

Avenue Amilcar Cabral Brazzaville / Centre-ville - République du Congo

Email : stephane.ngakosso@bch.cg

Téléphone : (+242)066766808 / (+242)055225023

ASSOCIATION Cedestone

L'ASSOCIATION CEDESTONE

Présente le **SAMEDI** | **14 DEC 2024**
À PARTIR DE 18H00

LIEU **LES SALONS HOCHÉ PARIS**

2e édition
BAL DE CHARITÉ
au profit des enfants autistes

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAAC NEWSLETTER

L'information du congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso

Brazzaville - République du Congo

(+ 242) 05 532 01 09

info@lesdepechesdebrazzaville.fr

ETATS-UNIS

Donald Trump nomme ses fidèles à des postes clés

Le président élu Donald Trump, qui s'est engagé à lancer la plus grande opération d'expulsion de migrants illégaux de l'histoire des États-Unis, a annoncé le retour de Tom Homan, un tenant de la ligne dure, à la tête de l'agence responsable du contrôle des frontières et de l'immigration (ICE), et Susie Wiles, cheffe de cabinet à la Maison Blanche.

Le nouveau président américain progresse dans la formation de sa future administration. Il a nommé le 10 novembre plusieurs de ses fidèles à des postes clés, dont Tom Homan et Susie Wiles, exigeant qu'ils puissent assumer leurs fonctions en évitant un laborieux processus de confirmation au Sénat.

Donald Trump a confié le dossier brûlant du contrôle de l'immigration aux frontières à Tom Homan, un tenant de la ligne dure. Ex-directeur de l'agence chargée de l'ICE, il sera chargé de mettre en application la promesse du président qui s'est engagé à lancer, dès le premier jour de son mandat, la plus grande opération de migrants illégaux de l'histoire des États-Unis. «J'ai le plaisir de vous annoncer que l'ancien directeur de l'ICE et pilier du contrôle des frontières, Tom Homan, rejoindra l'administration Trump, où il sera chargé des frontières de notre pays ('le tsar des frontières')», a écrit Donald Trump sur son réseau Truth Social. «Je



Donald Trump et Marco Rubio, pendant un rassemblement de campagne en Caroline du Nord, le 4 novembre 2024/Evan Vucci Associated Press

connais Tom depuis longtemps, et il n'y a personne de meilleur que lui pour surveiller et contrôler nos frontières», a-t-il poursuivi. Tom Homan sera chargé de «toutes les expulsions d'étrangers illégaux vers leur pays d'origine», a ajouté le président élu. Au cours de sa campagne, Donald Trump s'est déchaîné à plusieurs reprises contre les migrants clandestins qui, selon lui, «empoisonnent le sang» de son pays, et a promis de réinstaurer une politique de séparation des familles à la frontière. Lors de la Convention nationale républicaine en juillet, Tom Homan s'était montré menaçant : «J'ai un message pour les millions d'immigrants illégaux dans notre pays : vous feriez mieux de commencer à faire vos valises maintenant». Tom Homan avait dirigé l'ICE lors du précédent mandat de Donald

Trump (2017-2021). Sous cette première présidence, près de 4 000 enfants migrants avaient été séparés de leurs parents et placés en détention.

Susie Wiles, cheffe de cabinet de la Maison Blanche

Le président élu avait déjà procédé à une autre nomination pour son futur cabinet, désignant sa directrice de campagne, Susie Wiles - qu'il appelle «bébé» en raison de son tempérament soi-disant imperturbable - comme cheffe de cabinet de la Maison Blanche. Susie Wiles a été l'architecte de la campagne électorale victorieuse du républicain, qui a remporté les sept États clés, 312 grands électeurs contre 226 pour Kamala Harris, et semble en route pour avoir la majorité du vote populaire. Les républicains sont également donnés favoris pour remporter avec une courte avance la Chambre des représentants, mais dans certaines circonscriptions, notamment en Californie, le dépouillement n'est toujours pas achevé.

Noël Ndong

**Semaine
de la Cuisine
Italienne
dans le Monde**

**Diète méditerranéenne et
cuisine de nos racines:
santé et tradition**

**16 | 22 novembre
2024**

Qualité, durabilité, traditions et patrimoine culturel : la neuvième édition de la Semaine de la Cuisine Italienne dans le Monde a lieu du 16 au 22 novembre.

La Semaine de la Cuisine Italienne dans le Monde est un voyage dans les racines et traditions culinaires italiennes, conçues pour célébrer ses saveurs authentiques qui racontent des valeurs et des connaissances italiennes.

L'édition de cette année est dédiée au thème « Alimentation Cuisine méditerranéenne et racines : santé et Tradition » pour promouvoir la culture de la nutrition italienne et du régime méditerranéen comme moteur de croissance et de développement.

L'Italie célèbre l'authenticité des saveurs capables d'unir les traditions et innovation, renforcer les liens culturels et valoriser l'excellence italienne dans le monde.



Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56 info@adiac.tv 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

SANTÉ

L'Inspection générale lance la revue de ses activités

Les différents acteurs clés du secteur de la santé se sont donné rendez-vous depuis le 11 novembre à Kinshasa pour les travaux de la revue des activités de l'Inspection générale de la santé (Iges) placés sur le thème «L'inspection en santé à l'ère de la couverture santé universelle». Ce, dans le but d'évaluer les actions de leur ministère et renforcer la gouvernance sanitaire dans le pays.

La revue offre l'occasion aux participants de discuter des réformes nécessaires à la mise en œuvre de la couverture santé universelle et à l'amélioration des services de santé. L'inspecteur général de la Santé, Komba Djeko, dans son allocution de circonstance, a démontré l'importance historique de cette revue. «Sept ans après la mise en place de l'Iges, il était donc impératif de faire le bilan des actions et de renforcer la transparence et la gouvernance», a-t-il indiqué. Il a également salué les vingt-six inspecteurs provinciaux de la santé, dont l'implication est essentielle pour la mise en œuvre des politiques de santé publiques.

Tout en réaffirmant le rôle clé de l'Iges dans l'assainissement et la gestion des ressources du secteur de la santé, Komba Djeko a laissé entendre que la revue des activités de cette structure offre une occasion unique de diagnostiquer les activités et de planifier l'avenir pour améliorer l'efficacité du système de santé.

L'engagement du gouvernement en faveur de la couverture santé universelle

Ouvrant les travaux, le ministre de la Santé publique, Hygiène



Le ministre de la Santé, Samuel Roger Kamba, à la revue des activités de l'Iges

et Prévoyance sociale, Samuel Roger Kamba, a réaffirmé l'engagement du gouvernement en faveur de la couverture santé universelle. «Le droit à la santé est fondamental», a-t-il dit, insistant sur le fait que chaque Congolais, indépendamment de sa situation financière, doit avoir accès à des soins de qualité. La couverture santé universelle doit devenir un droit pour tous, en mettant en œuvre des mesures concrètes

telles que la gratuité de la maternité et l'amélioration de l'accès aux soins, particulièrement pour la population vulnérable.

Toutefois, le ministre a reconnu que son secteur fait face aux défis liés à la gouvernance et à la gestion des ressources. «Il est donc essentiel que l'Inspection générale de la santé ait les moyens d'assurer un contrôle rigoureux et une gestion transparente des ressources», dénon-

çant les problèmes de financement et de mauvaise gestion des équipements. Il a appelé à une meilleure allocation des fonds pour le secteur.

Samuel Roger Kamba a également évoqué les difficultés structurelles rencontrées par l'Iges, notamment le manque d'infrastructures et de moyens adaptés. «Il est inacceptable qu'à peine la moitié des vingt-six inspections provinciales disposent de bâtiments dignes de ce nom», a-t-il déploré. Il a promis de prendre des mesures pour améliorer les conditions de travail des inspecteurs et de renforcer les capacités de l'Iges, en collaboration avec le secteur privé et les partenaires financiers. Le ministre en charge de la Santé a promis aussi de fournir des ressources nécessaires pour que l'Iges puisse remplir efficacement sa mission. «La bonne gouvernance dans la santé commence par l'amélioration de notre système d'inspection», a-t-il ajouté, assurant que le gouvernement mettra en place des solutions innovantes pour résoudre ces problèmes structurels. Le numéro un de la Santé en République démocratique du Congo (RDC) a aussi rappelé que la couverture santé universelle n'est

pas seulement une question de bien-être social, mais aussi un levier pour le développement économique. «Un système de santé performant peut stimuler l'industrie, créer des emplois et favoriser l'innovation», a-t-il expliqué, citant l'exemple d'un pays comme l'Allemagne. Avant de clore son propos, il a invité tous les acteurs à se concentrer sur les enjeux de la gouvernance et de la gestion des ressources dans le secteur de la santé. «L'Iges doit être au cœur de cette transformation», a-t-il lancé, exprimant sa conviction que grâce à l'engagement de tous, la RDC peut réformer et renforcer son système de santé pour offrir à chaque Congolais l'accès à des soins de qualité.

Notons que les travaux de la revue des activités de l'Iges se poursuivent avec des sessions de travail consacrées à la couverture santé universelle, à la gestion des financements et à l'amélioration des services de santé. Des partenaires techniques et financiers ainsi que des experts du secteur participeront aux discussions afin de soutenir la mise en œuvre des réformes nécessaires pour renforcer la gouvernance et l'efficacité du système de santé congolais.

Blandine Lusimana

INFRASTRUCTURES

Fin de l'atelier sur le partage d'expériences sur la concession long terme

C'est sur une note de satisfaction que se sont clôturés récemment à Brazzaville, en République du Congo, les travaux de l'atelier sur le partage d'expériences sur la concession long terme comme solution pour la gestion pérenne des corridors routiers.

L'atelier qui a connu la participation de plusieurs délégations des pays africains dont notamment des ministres, ambassadeurs et des directeurs généraux des structures du secteur des infrastructures et travaux publics a apporté une plus value à la RDC, qui y a été représentée par le ministre des Infrastructures, Alexis Gisaro. Tout en saluant la tenue de cette rencontre, Alexis Gisaro a souligné que cet atelier a constitué une bonne occasion d'échange d'expériences entre les différentes délégations.

Tout en reconnaissant les défis du financement et de la qualité des travaux dans la plupart des

pays africains, le ministre d'État aux Infrastructures a considéré que l'approche du partenariat public-privé (PPP) de la concession du Congo Brazzaville-Pointe-Noire qui date de 8 ans est un modèle à suivre. Il se dit prêt à expérimenter cette nouvelle approche en République démocratique du Congo. «Nous sommes très heureux de constater la qualité des infrastructures construites ici en Afrique centrale, précisément au Congo-Brazzaville. Nous sommes encore ravis de voir tous les dispositifs pour garantir la protection de la route pour une survie», a-t-il indiqué tout en faisant savoir

que le modèle congolais du PPP doit nous servir d'exemple. Et de poursuivre : «Durant cet atelier, nous avons eu de la matière qui va nous aider à améliorer ce qui se fait dans notre pays».

Prenant la parole à la clôture de cet atelier, Jean-Jacques Bouya, ministre d'État congolais chargé de l'Aménagement du territoire, des Infrastructures et Entretien routier, a tenu à remercier ses hôtes de différents pays. Pour lui, c'est une preuve de la volonté de chaque pays à améliorer les infrastructures de son pays et à faciliter l'intégration du continent africain.

B.L.

NIGER

La BAD débloque 511 millions de dollars pour financer quatre programmes gouvernementaux

La Banque africaine de développement (BAD) a débloqué 511 millions de dollars pour le financement de quatre programmes du gouvernement nigérien, a annoncé dimanche Lamin Barroco, directeur général de la région Afrique de l'Ouest de la BAD.

M. Barroco, qui s'exprimait au cours d'une réunion tenue à Niamey avec des membres du gouvernement nigérien, a expliqué que le premier programme ciblé était un appui budgétaire pour la promotion des services de base, d'un montant de 284,96 millions de dollars.

Estimé à 119,84 millions de dollars, le deuxième financement porte sur l'appui à un projet de renforcement de l'approvisionnement en eau potable et d'assainissement des villes de Zinder et de Mirriah et des villages environnants, a-t-il indiqué.

Il a ajouté que les deux autres financements concernaient le Programme intégré de développement de l'entrepreneuriat dans le secteur agricole des jeunes au Niger pour 93,21 millions de dollars et le Programme de gestion des risques de catastrophe en Afrique (ADRIFI-NIGER PHASE II) pour 13,31 millions de dollars.

Xinhua



MINISTÈRE DU PLAN DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE

PROGRAMME ACCELERER LA GOUVERNANCE INSTITUTIONNELLE ET LES REFORMES POUR UN FONCTIONNEMENT DURABLE DES SERVICES

Recrutement du cabinet chargé de réaliser l'audit externe du Programme accélérer la gouvernance institutionnelle et les réformes pour un fonctionnement durable des services, exercices 2024, 2025 et 2026

1. Le gouvernement de la République du Congo a signé avec la Banque Mondiale un accord de prêt d'un montant de 70 millions USD pour le financement du Programme « accélérer la gouvernance institutionnelle et les réformes pour un fonctionnement durable des services (PAGIR) » et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce prêt pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « recrutement du cabinet chargé de réaliser l'audit externe du Programme accélérer la gouvernance institutionnelle et les réformes pour un fonctionnement durable des services, exercices 2024, 2025 et 2026 ».

2. L'objectif de l'audit est d'exprimer une opinion professionnelle sur la situation financière du projet (composante IPF) à la fin de chaque exercice comptable et sur les ressources mises à la disposition du projet et les dépenses exécutées par le projet au cours dudit exercice.

3. Le présent avis à manifestation d'in-

térêt a pour objectif de solliciter des cabinets des consultants pour faire partie de la liste restreinte en vue de la consultation relative à la mission.

4. L'Unité de coordination du projet, invite les cabinets éligibles, à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les cabinets peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Ils doivent fournir les informations ci-après : (i) qualification pour exécuter les services sollicités, les missions similaires (brochures, références de l'exécution de contrats analogues, etc); (ii) les capacités techniques ; les domaines d'intervention ainsi que les années d'expérience du cabinet ; les références des clients bénéficiaires des prestations décrites. Les firmes ne doivent pas inclure dans la manifestation d'intérêt des curriculums vitae, des documents légaux, des certificats d'incorporation et/ou une méthodologie de travail. Il devra avoir déjà réalisé des missions comparables, fournir la liste des missions pour lesquelles sa compétence a été mobilisée.

5. Les critères pour l'évaluation des Manifestations d'Intérêt sont les suivants : (i) les qualifications générales et expérience du cabinet dans le domaine de l'audit, (ii) l'expérience du cabinet dans la réalisation de missions similaires.

6. Le cabinet sera sélectionné selon la méthode de Sélection Fondée sur la Qualité Technique et le Coût (SFQC) tel que défini dans le Règlement de la Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'Investissement (FPI) de la Banque mondiale, Edition de septembre 2023.

7. Les cabinets intéressés peuvent obtenir les termes de référence ou des informations supplémentaires de ladite mission, tous les jours ouvrables de 9 heures à 16 heures, aux adresses ci-dessous.

8. Les dossiers de manifestation d'intérêt peuvent être transmis par voie

électronique ou doivent être déposés sous plis fermés aux adresses ci-dessous au plus tard le 04 décembre 2024 à 16h00 (heure locale) et porter clairement la mention « Recrutement du cabinet chargé de réaliser l'audit externe du Programme accélérer la gouvernance institutionnelle et les réformes pour un fonctionnement durable des services, exercices 2024, 2025 et 2026 ».

A l'attention du Coordonnateur du Programme Accélérer la Gouvernance Institutionnelle et les Réformes pour un fonctionnement durable des services (PAGIR). Parcelle 84 bis, avenue du Chaillu, arrondissement 3 Poto-Poto Brazzaville, République du Congo, Téléphone : (+242) 06 665 85 45
Adresse électronique : pmarches@pagir.net ; secretariat@pagir.net .

Fait à Brazzaville, le 11 novembre 2024

Le Coordonnateur,

Thomas BANDIA

MINISTÈRE DU PLAN DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE

PROGRAMME ACCELERER LA GOUVERNANCE INSTITUTIONNELLE ET LES REFORMES POUR UN FONCTIONNEMENT DURABLE DES SERVICES

Recrutement d'un cabinet en charge de l'évaluation à mi-parcours du PND 2022-2026

1. Le gouvernement de la République du Congo a signé avec la Banque Mondiale un accord de prêt d'un montant de 70 millions USD pour le financement du Programme « accélérer la gouvernance institutionnelle et les réformes pour un fonctionnement durable des services (PAGIR) » et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce prêt pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « recrutement d'un cabinet en charge de l'évaluation à mi-parcours du PND 2022-2026 ».

2. L'objectif général de cette évaluation à mi-parcours du PND 2022-2026 est d'apprécier l'état d'avancement de la mise en œuvre de ce cadre programmatique.

3. Le présent avis à manifestation d'intérêt a pour objectif de solliciter des consultants pour faire partie de la liste restreinte en vue de la consultation relative à la mission.

4. L'Unité de coordination du projet, invite les cabinets éligibles, à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les cabinets peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Ils doivent fournir les informations ci-après : (i) qualification pour exécuter les services sollicités, les mis-

sions similaires (brochures, références de l'exécution de contrats analogues, etc); (ii) les capacités techniques ; les domaines d'intervention ainsi que les années d'expérience du cabinet ; les références des clients bénéficiaires des prestations décrites. Les firmes ne doivent pas inclure dans la manifestation d'intérêt des curriculums vitae, des documents légaux, des certificats d'incorporation et/ou une méthodologie de travail. Il devra avoir déjà réalisé des missions comparables, fournir la liste des missions pour lesquelles sa compétence a été mobilisée.

5. Les critères pour l'évaluation des Manifestations d'Intérêt sont les suivants : (i) les qualifications générales et expérience du cabinet dans le domaine d'évaluation, (ii) l'expérience du cabinet dans la réalisation de missions similaires.

6. Le cabinet sera sélectionné selon la méthode de Sélection Fondée sur la Qualité Technique et le Coût (SFQC) tel que défini dans le Règlement de la Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'Investissement (FPI) de la Banque mondiale, Edition de septembre 2023.

7. Les cabinets intéressés peuvent obtenir les termes de référence ou des informations supplémentaires

de ladite mission, tous les jours ouvrables de 9 heures à 16 heures, aux adresses ci-dessous.

8. Les dossiers de manifestation d'intérêt peuvent être transmis par voie électronique ou doivent être déposés sous plis fermés aux adresses ci-dessous au plus tard le 06 décembre 2024 à 16h00 (heure locale) et porter clairement la mention « recrutement d'un cabinet en charge de l'évaluation à mi-parcours du PND 2022-2026 ».

A l'attention du Coordonnateur du Programme Accélérer la Gouvernance Institutionnelle et les Réformes pour un fonctionnement durable des services (PAGIR). Parcelle 84 bis, avenue du Chaillu, arrondissement 3 Poto-Poto Brazzaville, République du Congo, Téléphone : (+242) 06 665 85 45
Adresse électronique : pmarches@pagir.net ; secretariat@pagir.net .

Fait à Brazzaville, le 11 novembre 2024

Le Coordonnateur,

Thomas BANDIA

ARTS MARTIAUX

L'Association congolaise d'hapkido ambitionne de devenir une fédération

Les membres de l'Association congolaise d'hapkido (Achap) se sont réunis, le 10 novembre à Brazzaville, afin d'échanger sur l'avenir de cette structure ainsi que les changements qui pourront intervenir lors des assemblées générales constitutives qui auront lieu dans les prochaines semaines. Les futurs dirigeants fédéraux ont ainsi été choisis.

Affiliée à la Fédération congolaise de close combat et disciplines associées (Fécoclose-Da), l'Achap souhaite organiser sa transition en quittant le statut d'association pour celui de la fédération puisqu'elle se sent apte à intégrer la liste des fédérations sportives nationales. Ses membres ont ainsi, lors des primaires organisées le 10 novembre, choisi à l'unanimité des personnes qui devront conduire le bureau exécutif national de cette future fédération.

Introduite au Congo depuis 2018 par Me Edmond Narcisse Gantsie-Dzia, l'hapkido est pratiqué dans plus de neuf départements du pays. Son président, Me Edmond Gantsie, par ailleurs représentant de la Fédération internationale de cette discipline en Afrique centrale, est l'acteur majeur de son développement au Congo à travers son affiliation, sa participation et



Les participants aux élections primaires de l'Achap/Adiac

l'organisation de plusieurs compétitions nationales et internationales.

Expliquant la nécessité des élections primaires avant l'assemblée générale constitutive, le directeur technique national de la Fécoclose-Da, le moniteur Roland Francis Mahoungou, a salué le dynamisme des membres de l'Achap dans la réalisation de leur programme d'activités, notamment la partici-

pation aux compétitions et l'organisation des stages. Il a également signifié que l'organisation des primaires constitue un baromètre qui permet de préparer les futures échéances dans l'harmonie. Le 3^e vice-président de la Fécoclose-Da, Noé Kakoula, a abondé dans le même sens pour inviter les membres de l'Achap à l'unité.

Le projet du bureau exécutif de la Fédération congolaise

de hapkido a porté des techniciens et personnes expérimentées à des postes stratégiques. Me Edmond Narcisse Gantsie-Dzia assumera ainsi les fonctions de président, soutenu par d'autres bulldozers de l'administration et de l'enseignement de l'hapkido. Il a promis de travailler avec tous les acteurs de ce sport afin de relever les différents défis qui s'imposent à eux puisque, selon lui, la Fédéra-

tion internationale veut s'appuyer sur le Congo afin de dérouler et appliquer sa politique consistant à vulgariser l'hapkido dans tous les pays du continent africain.

L'hapkido est un art martial coréen hybride. C'est une forme d'autodéfense qui utilise des clés articulaires, des prises, des techniques de projection, des coups de pied, des coups de poing et d'autres attaques frappantes. Il enseigne également l'utilisation des armes traditionnelles, y compris le couteau, l'épée, la corde, le nunchaku, la canne et autres.

L'organisation des élections primaires marque la volonté de la Fécoclose-Da de travailler dans la valorisation et la vulgarisation des disciplines qui sont sous sa tutelle puisqu'après le tonfa et le kyuksul, il y a quelques mois déjà, l'hapkido a choisi ses dirigeants fédéraux.

Rude Ngoma

ELIMINATOIRES CAN 2025

Les enjeux du dernier virage

Les Diables rouges du Congo seront reçus, le 14 novembre, à Juba par la sélection du Soudan du Sud dans le cadre de la cinquième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) Maroc 2025.

Les deux dernières journées des éliminatoires dont la cinquième qui débute ce 13 novembre permettront de sélectionner les seize derniers qualifiés à la CAN. Les huit premiers étant le Maroc (pays organisateur), la République démocratique du Congo, le Cameroun, le Sénégal, l'Algérie, l'Angola, le Burkina Faso et l'Égypte. La Côte d'Ivoire, la Tunisie, l'Ouganda, l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, la Guinée équatoriale, la Zambie, le Soudan, le Mali, les Comores, le Botswana, le Nigeria ... sont dans une meilleure posture pour compléter la liste des qualifiés.

Le Congo n'a plus son destin en main parce que sa qualification dépend des contre-performances de ses concurrents directs.

L'Ouganda, premier du groupe K avec dix points, affronte le 15 novembre l'Afrique du Sud. Les Cranes n'ont besoin que d'un point pour valider leur qualification. Même en cas de défaite, les Bafana-Bafana (huit points) peuvent se rattraper en battant le Soudan du Sud, dernier du groupe, à domicile. Pour espérer entretenir le suspense jusqu'à la dernière journée, le Congo doit à tout prix battre le Soudan du Sud ce jeudi.

La cinquième journée débute ce mercredi par la rencontre qui va opposer

la Namibie au Cameroun. Le Libéria va jouer contre le Togo, puis le Tchad va affronter la Sierra Leone. Cette avant-dernière journée va se poursuivre le jeudi 14 novembre. La Guinée équatoriale jouera face à l'Algérie. Lesotho accueille la Centrafrique. Le Burundi va en découdre avec le Malawi. Le Rwanda joue contre la Libye. Le Niger va affronter le Soudan. Madagascar jouera contre la Tunisie. Le Bénin sera aux prises au Nigeria et le Burkina Faso contre le Sénégal.

Le vendredi 14 novembre, le Botswana sera aux

prises à la Mauritanie. Le Mozambique va affronter le Mali. Le Cap-Vert va défier l'Égypte. La Zambie accueille la Côte d'Ivoire. Les Eléphants n'ont besoin que d'un point pour se qualifier.

Le Zimbabwe joue contre le Kenya. Eswatini affrontera la Guinée-Bissau. La Gambie reçoit les Comores. L'Angola affronte le Ghana et le Gabon va se mesurer avec le Maroc. Cette cinquième journée va se clôturer le samedi 16 novembre. L'Éthiopie va jouer contre la Tanzanie et la Guinée contre la

RDC. Pour le compte de la sixième journée qui sera lancée le dimanche 17 novembre, l'Algérie reçoit le Liberia et le Togo sera aux prises à la Guinée équatoriale. Le lundi 18 novembre, le Malawi affronte le Burkina Faso. Le Nigeria accueille le Rwanda. Le Soudan affronte l'Angola. La Libye va en découdre avec le Bénin. Le Ghana accueille le Niger. La Tunisie s'opposera à la Gambie. Les Comores jouent contre Madagascar. La Centrafrique va en découdre avec le Gabon. Le Maroc affrontera Lesotho. Cette dernière journée du 19 novembre, le Kenya va défier la Namibie. Le Congo jouera face à l'Ouganda. L'Afrique du Sud accueille le Soudan du Sud.

James Golden Eloué et Aubie Gélie Ebata (stagiaire)

Le Congo n'a plus son destin en main parce que sa qualification dépend des contre-performances de ses concurrents directs.



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

*Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.*



Un **Espace culturel** pour vos **Manifestations**

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gusso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:

*Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)*



FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora

Lettonie, 36e journée, 1re division

Valmiera s'incline à domicile face à Tukums (2-3). Jonas Bahamboula est entré à la 74e, à 2-2.

Battu dans le derby (1-2), le FS Riga manque de creuser l'écart sur le FC Riga. Remplaçant, Junior Tchibanda est entré à la pause, alors que le score était d'un but partout.

Au classement, le FS Riga reste premier avec 3 points d'avance sur le FC Riga Valmiera est 4e avec 55 points et 5 longueurs de retard sur le 3e.

Luxembourg, 16e de finale de la Coupe

Le Racing Union de Yann Mabella, titulaire, se qualifie pour les 8e aux dépens d'Hesperange (2-0).

Malte, 11e et dernière journée d'ouverture, 1re division

Pour ce dernier match de la première phase d'ouverture du championnat, Floriana s'impose 3-1 à Birkirkara. Avec Christoffer Mafoumbi titulaire dans les buts. Avec ce succès chez le leader, Floriana se classe deuxième à 5 points de son adversaire.

Norvège, 30e journée, 2e division

Start termine sa saison par un revers 1-4 face à Kongsvinger. Sans Faites-Prévu Kaya Makosso, resté sur le banc. Start finit à la 12e place avec seulement 4 points d'avance sur la zone rouge.

Le milieu congolo-brésilien a

pris part à 26 matches, dont 19 titularisations, pour 1 but dans ce championnat norvégien.

Pays-Bas, 12e journée, 1re division

Le NEC Nimègue ne fait pas de détail à Waalwijk (3-0). Titulaire, Brayann Pereira a délivré, d'un centre parfait, une passe décisive sur le 2-0 de Ouaiassa (74e).

Sa 2e passe décisive de la saison. Le NEC est 8e avec 16 points et 10 longueurs de retard sur le podium.

Pays-Bas, 14e journée, 2e division

Den Bosch chute à TOP Oss (0-1). Sans Kévin Monziano, pas encore apparu cette saison.

Portugal, 11e journée, 1re division

Gil Vicente s'incline à Moreirense (2-3). Sans Jordi Mboula, non retenu dans le groupe.

Portugal, 11e journée, 2e division

Bryan Passi, titulaire, et Mafra sont battus à domicile par Viseu (0-2). Mafra est 16e et antépénultième avec 10 points.

Roumanie, 8e journée, 1re division

LUTA Arad s'incline chez le Steaua Bucarest (0-2). Ravy Tsouka Dozi a joué toute la rencontre dans son couloir droit.

Russie, 15e journée, 1re division

Akron coule chez le Spartak Moscou (0-4), sans Mavis Tchibota, resté sur le banc.



Passe décisive de Brayann Pereira (DR)

Russie, 18e journée, 2e division

Emmerson Illo-Ayyet était titulaire lors du revers du Yenisey sur le terrain du Torpedo Moscou (0-2).

Dans le même temps, l'Arsenal Tula prend un point à Vladikavkaz (0-0), sans Erving Botaka Yoboma.

L'Arsenal est 4e avec 29 points, devant Yenisey, 10e avec 23 points.

Serbie, 15e journée, 1re division

Troisième but de la saison pour Prestige Mboundou, qui profite du bon travail de Pantovic pour lober le gardien adverse (45e min). L'international triple ainsi le score pour le TSC Topola. Malheureusement, les visiteurs vont finalement laisser filer deux points (3-3 score final) et sont 8es avec 20 points.

Slovaquie, 15e journée, 1re division

Sans Yhoan Andzouana, touché aux ischios et forfait pour la sélection nationale, le DAC Dunajska Streda est tenu en échec par le DB Bystrica (0-0). Le DAC est 4e avec 22 points.

Slovénie, 14e journée, 2e division

Le Tabor Sezana prend les trois points à Krka (0-1).

Kamal Bafounta, aligné au milieu, a été averti à la 27e minute. John-Céleste Makoumbou était appelé pour la deuxième fois dans le groupe, sans entrer en jeu.

Suisse, 14e journée, 1re division

Les Young Boys de Berne battent Lugan 2-1. Titulaire, Sylver Ganvoula est entré à la 80e minute, alors que le score était fait.

Sans Bradley Mazikou, touché au genou, le Servette est tenu en échec par le leader, le FC Zurich (1-1).

Lausanne s'incline à Winterthur (0-1). Morgan Poaty et Kévin Mouanga étaient titulaires sur les deux flancs de la défense vaudoise. Le second a été averti à la 38e minute et remplacé à la pause. Au classement, le Servette est 4e avec 25 points, devant Lausanne avec 7 points et les Young Boys, 9e avec 16 points.

Suisse, 14e journée, 2e division

Trésor Samba est resté sur le banc de Thoun, tombeur de l'Etoile de Carouge (2-1). Thoun est premier avec 3 points d'avance sur son adversaire.

Turquie, 12e journée, 1re division

Sans Chandrel Massanga,

convalescent, Hatayspor bat Gaziantep (3-1).

Breyton Fougeu est entré à la 89e minute lors du revers de l'Adana Dermirspor face à Eyüpspor (0-1).

L'Alanyaspor de Gaius Makouta était exempt lors de cette journée.

Turquie, 12e journée, 2e division

Francis Nzaba, titulaire, et l'Enseler Erokspor s'inclinent à Ankaragücü (0-3). Sakaryaspor est battu à domicile par Kocaelispor (0-1). Titulaires, Simon Nsana et Dylan Saint-Louis ont été remplacés aux 75e et 91e+1 minute.

Çorum bat Pendikspor (1-0). Sans Durel Avounou, absent.

Ukraine, 13e journée, 1re division

Pas de Congolais dans le groupe de Polissya, vaincu chez le Dinamo Kiev (1-3). Beni Makouana, Jerry Yoka et Borel Tomandzoto ont peu à peu disparu de l'équipe première.

Camille Delourme

4^e ÉDITION DU TOURNOI D'AMITIÉ DES GRANDS LACS DE KARATÉ**Deux Congolais en or**

Ken Diabakarissa et Abraham Bikoka ont participé, du 6 au 10 novembre à Goma, en République démocratique du Congo, à la quatrième édition du tournoi des Grands Lacs. Ils ont tous les deux fait honneur au pays en remportant deux médailles d'or dans leurs différentes catégories.

Ken Diabakarissa a gagné la médaille d'or dans la catégorie de moins de 60kg. Abraham Bikoka, quant à lui, a reçu la médaille d'or dans la catégorie de moins de 75kg. L'arbitre Yatengue Yangassoura qui a accompagné les deux athlètes a satisfait à son concours d'arbitrage continental.

Aubie Gélie Ebata (stagiaire)



Passe décisive de Brayann Pereira (DR)

DISCOURS DE SON EXCELLENCE DENIS SASSOU NGUESSO, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU CONGO



- Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement ;
- Monsieur le secrétaire général des Nations unies ;
- Monsieur le président de la COP29 ;
- Mesdames, Messieurs ;

Permettez-moi d'adresser toutes mes félicitations à la République d'Azerbaïdjan, à son président et à son gouvernement pour l'excellente organisation de la COP29. Je leur adresse mes plus sincères remerciements pour l'accueil chaleureux réservé à ma délégation et à moi-même.

Mesdames et Messieurs,

La République du Congo – la plupart d'entre vous le savent – prend depuis près d'un demi-siècle toute sa part dans l'effort global de lutte contre le changement climatique et l'érosion de la biodiversité.

Mon pays a, en réalité, placé les questions liées à la préservation de l'environnement au cœur de sa politique nationale et au centre de son engagement sur la scène internationale. Cette année, au mois de juillet, Brazzaville, la capitale de mon pays, a abrité la première Conférence internationale sur l'afforestation et le reboisement.

Liant l'intention à l'acte afin de consolider le rôle essentiel des forêts dans la régulation du climat et pérenniser l'initiative d'un reboisement planétaire généralisé, le Congo vient de soumettre à l'Assemblée générale des Nations unies l'adoption d'une Résolution sur la « Décennie mondiale de l'afforestation et du reboisement ».

Par ailleurs, conjointement avec le groupe de pays forestiers africains dits du C-15, la République du Congo porte aujourd'hui ce que l'on pourrait appeler une « Initiative de justice climatique », une démarche qui vise à inclure le capital naturel brut des pays dans le calcul du PIB de leurs États.

Mesdames et Messieurs,

En 2015, nous avons tous placé nos espoirs dans l'Accord de Paris car cet Accord, qui est fondé sur le principe de la justice climatique et de la transition juste, établit clairement le cadre mondial de la lutte contre le changement climatique pour la stabilisation du réchauffement global à moins de 1,5 degré Celsius.

Nous constatons avec regret que les financements mobilisés depuis 2015 ne sont pas à la hauteur de nos attentes et ne correspondent nullement à nos engagements.

Nous nous préoccupons particulièrement du financement climatique, à propos duquel force est de constater que l'engagement des 100 milliards de dollars/an en 2009 pour la période 2010 et 2020 n'a été atteint qu'en 2022.

Le nouvel objectif collectif quantifié pour le financement climatique devra s'appuyer sur des données scientifiques qui tiennent compte de l'impact et des besoins des pays en développement pour y faire face. On sait que ces besoins s'élèvent désormais à plus de 1000 milliards de dollars.

Notre souhait le plus ardent est que le montant de ce nouvel objectif soit fixé et défini dans une perspective de justice climatique et de transition juste. Cet objectif doit permettre à nos pays de réduire le fardeau de la dette plutôt que de l'aggraver.

Enfin, ce nouvel objectif doit couvrir l'atténuation et l'adaptation de manière équilibrée. Pour ce faire, des efforts substantiels devront également être fournis pour que les pertes et dommages soient pris en compte, car il nous faut disposer de moyens substantiels pour faire face aux événements extrêmes et pour parer à toute autre éventualité.

C'est ici le lieu de saluer ce pas encourageant qu'est l'adoption ici à Bakou du point 4 de l'article 6 de l'Accord de Paris. Nous pensons objectivement que cet outil de l'Accord de Paris, qui permet le transfert de crédits carbone entre pays à faible émission de gaz à effet de serre et pays émetteurs, ouvrira la voie à une coopération interétatique, internationale et structurante en faveur du développement durable, de la résilience et de la diversification économique dans les pays en développement.

Mesdames et Messieurs,

La transition écologique, que nous appelons de tous nos vœux, ne pourra pas s'opérer sans que ne soient mis en œuvre des mécanismes financiers innovants, des mécanismes devant nous ouvrir de nouvelles perspectives de développement axées sur la résilience, sur la durabilité et sur la neutralité carbone. Ce challenge est le nôtre ici et maintenant.

Je vous remercie.